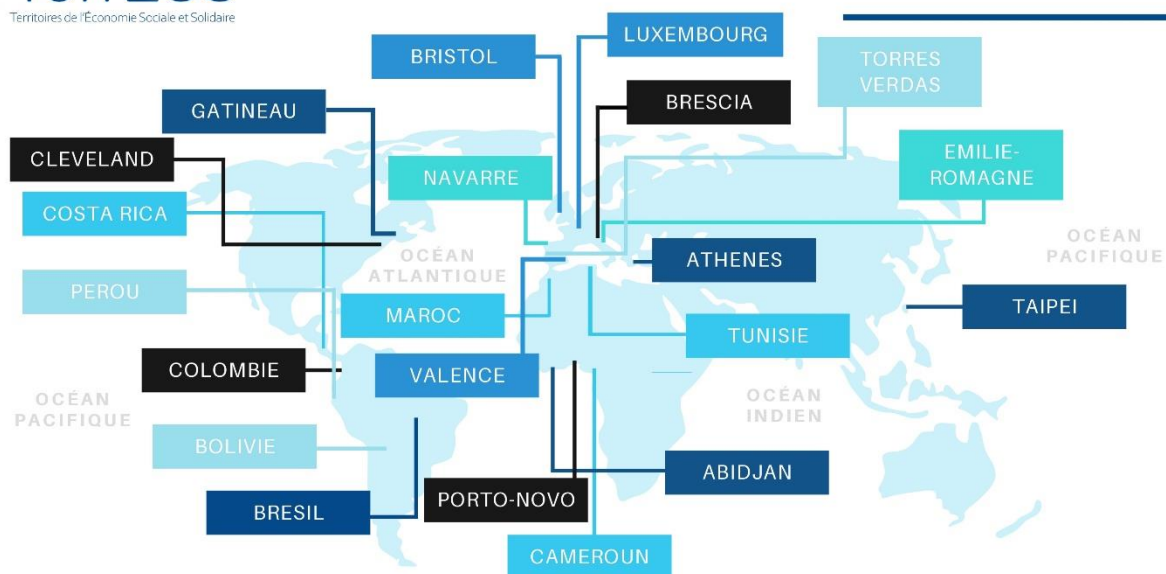


## Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3<sup>ème</sup> année en 2024 en partenariat avec le Global Social Economy Forum.



Les politiques de l'ESS : une approche comparée



## Abidjan

Par Noemie Boespflug, Pauline Faure, Julie Gabriel, Jade Garnier, Louise Hébert

Le district autonome d'Abidjan produit environ 280 tonnes par jour de déchets plastiques, soit l'équivalent de 3 avions de ligne remplis au maximum de leur capacité (PNUE, 2023). La question des déchets est devenue une menace tant économique (par la mise en danger de la pêche et l'économie du tourisme), que sanitaire (aggravation des inondations, hausse du paludisme et des maladies cardio-respiratoires par l'ingestion des microplastiques). C'est ainsi que le gouvernement a décidé en 2013 d'interdire l'importation, la production, l'utilisation et la vente de sacs plastiques non dégradables. Le gouvernement n'est néanmoins pas le plus en avance des acteurs sur la question des déchets plastiques et de nombreuses initiatives entrepreneuriales ont vu le jour afin de contribuer, à l'exemple de l'entreprise Conceptos Plasticos qui transforme le plastique en briques afin de fabriquer des écoles (UNICEF, 2019). L'économie informelle à Abidjan est aussi un défi social.

Nous avons choisi de nous concentrer pour cette monographie sur l'impact du forum Eco-Cir, le premier de cette ampleur sur le continent africain, qui a eu lieu dans le Port d'Abidjan du 18 au 21 Octobre 2023, dans le but de promouvoir l'économie circulaire et l'ESS autour de la réduction des déchets plastiques. Nous allons interroger les moyens mis en place et l'efficacité de cette politique dans un objectif de structuration multisectorielle de l'ESS à Abidjan et l'instauration d'une meilleure gouvernance.

### **I - L'élaboration des politiques publiques**

En juin 2022, le Congrès de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et la première COP des Villes se sont tenus dans la ville d'Abidjan. Un des principaux enjeux de la rencontre portait sur le renouveau des liens entre la nature, les sociétés humaines et les villes. Un consensus a été établi autour de la promotion de l'économie circulaire (c'est-à-dire « produire des biens et des services de manière durable en limitant la consommation et le gaspillage des ressources et la production des déchets »<sup>1</sup>) comme une finalité à atteindre, via l'établissement de politiques d'économie sociale et solidaire (celle-ci étant comprise comme « un ensemble d'entreprises [...] dont le fonctionnement interne et les activités sont fondées sur un principe de solidarité et d'utilité sociale qui permettent la juste rémunération des producteurs et le juste prix du consommateur »<sup>2</sup>).

Par ailleurs, le Gouverneur du District Autonome d'Abidjan (DAA), Robert Beugré Mambé, avait reçu au fil des années des plaintes grandissantes de la part des maires des collectivités ivoiriennes concernant des problématiques de salubrité, et plus particulièrement portant sur la gestion des déchets plastiques, et ce malgré la délégation du service public de propreté du DAA à deux opérateurs qualifiés depuis 2017<sup>3</sup>. Or, Robert Beugré Mambé était également Secrétaire

---

<sup>1</sup> Institut National de l'Économie Circulaire

<sup>2</sup> Association Internationale des Maires Francophones, 2022

<sup>3</sup> UNhabitat, 2022

Général et Vice-Président de l'AIMF, facilitant alors la mise à l'agenda de la problématique, au sein d'un territoire où la gestion des déchets solides n'est pas juridiquement encadrée et représente 16 milliards de Francs CFA<sup>4</sup>- soit près de 25 millions d'euros - ainsi que l'élaboration de solutions en adéquation avec les objectifs définis par l'association.

C'est ainsi que, dans un contexte africain d'initiatives récentes et encore peu nombreuses en faveur de l'économie circulaire, l'édition 2023 du forum Eco-Cir s'est tenue au District autonome d'Abidjan, avec pour objectif de promouvoir et dynamiser un tel changement de paradigme. Le projet est co-construit par deux organismes relativement récents : l'Institut d'Économie Circulaire d'Abidjan (IECA) créé en 2020 avec pour mission de promouvoir l'économie circulaire sur le territoire, ainsi que le Centre d'Excellence Africain pour la Valorisation des déchets en produits à haute valeur ajoutée (CEA-VALOPRO) visant à développer un pôle d'expertise et d'innovation sur la valorisation des déchets en Afrique depuis 2019. À l'inverse, l'opposition au projet est quant à elle faible, les lobbies dans le secteur du plastique n'étant pas très puissants en Côte d'Ivoire.

L'objectif de cette édition 2023 était l'accueil d'une dizaine de milliers de visiteurs·euses africain·es mais aussi internationaux·ales, afin de faciliter l'élaboration de stratégies consensuelles et coordonnées entre les acteurs·trices de l'économie circulaire. Plus concrètement, Eco-Cir 2023 a ouvert ses portes à des représentants·es du secteur public et privé, de Ministères ou encore du monde universitaire, afin de rendre plus accessibles les résultats de la recherche et les innovations technologiques, de fournir des orientations en vue d'une gouvernance efficace de l'économie circulaire, de partager les expériences ainsi que les opportunités d'affaires et d'emploi, pour idéalement établir un cadre législatif et réglementaire encadrant les initiatives innovantes en matière d'économie circulaire. Ce dernier point est crucial, l'encadrement juridique en matières d'ESS et d'économie circulaire en Côte d'Ivoire demeurant encore limité. Cependant, un projet de loi-cadre relatif à l'ESS est en cours de finalisation et devrait participer au Programme National de Développement Ivoirien. Le pays semble être précurseur à l'échelle du continent, Abidjan ayant déjà accueilli la première conférence panafricaine sur l'ESS en mai 2022, et l'IECA étant le premier institut d'économie circulaire établi dans l'Afrique subsaharienne. L'approche choisie a donc une visée transformatrice, afin d'opérer un réel changement de référentiel et de gouvernance associée, allant au-delà de la simple réponse au problème conjoncturel.

## **II - La mise en œuvre des politiques publiques d'ESS à Abidjan : de multiples acteurs**

### *Les organisations politico-administratives en charge des politiques publiques de l'ESS à Abidjan*

Nous nous sommes intéressées à la possibilité de construire un modèle de gouvernance transversal lié à l'ESS à Abidjan, mettant en lien les différents acteurs·ices et créant un référent·e à l'échelle gouvernementale. En effet, l'approche liée à l'ESS restait jusqu'ici fragmentée à différentes échelles, et moins coordonnée qu'aujourd'hui.

---

<sup>4</sup> Ibid

Créée en février 2020, l'Institut de l'Économie Circulaire d'Abidjan (IECA) est une structure sous tutelle du District Autonome d'Abidjan (DAA). Il a pour mission de promouvoir l'économie circulaire sur le territoire, de fédérer les énergies des acteurs et décideurs, de rendre visibles et lisibles les initiatives exemplaires et de contribuer à la création d'emplois non délocalisables tout en préservant l'environnement. Il se positionne, en tant que premier institut et programme public pour l'ESS, comme un chef d'orchestre du secteur luttant pour le développement urbain, l'appui à la production vivrière, la valorisation des déchets alimentaires et pour une alimentation régionale durable et saine. Il s'agit d'une entité territoriale composée de 13 communes et de 130 villages, comportant à la fois un aspect politique dicté par le district d'Abidjan qui le finance, mais également un aspect scientifique lié aux risques environnementaux concrets de la pollution à Abidjan (il existe ainsi un Comité Scientifique à l'IECA).

Pour répondre à ce défi environnemental et sanitaire, le District Autonome d'Abidjan a invité l'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC) en 2019 pour soutenir la création d'un institut de l'économie circulaire à Abidjan. L'INEC français, à travers le député François-Michel Lambert, accompagne donc la création de cet institut suite à une convention de coopération avec le Gouverneur d'Abidjan Robert Beugré Mambé en lui apportant son expertise, son expérience et son réseau. Le but est d'étendre à l'échelle nationale cette initiative afin de devenir une référence d'ESS en Afrique de l'Ouest.

Les institutions publiques et les opérateurs privés, la société civile et les organisations de l'économie sociale et solidaire s'engagent ainsi afin de créer un consensus autour de l'économie sociale et solidaire. Le partenariat avec l'INEC a permis la mise en œuvre du forum d'ECOCIR. L'Institut est aujourd'hui composé de 200 entreprises, fédérations, collectivités, institutions, associations, ONG et universités prenant en compte les enjeux économiques, sociaux, et environnementaux du projet.

*Quelle est l'articulation entre la politique d'ESS et les politiques multisectorielles?*

L'objectif de cet institut est de développer une approche systémique de l'ESS, coordonnant les secteurs (emploi, agroalimentaire, industriel) et acteurs (institutions, entreprises, associations, universités).

Le gouverneur d'Abidjan a ainsi confié à l'INEC la co-organisation avec l'IECA du 1er Forum de l'Économie Circulaire d'Afrique de l'Ouest (ECOCIR), en tant qu'éco-système institutionnel d'accompagnement des politiques publiques. La structuration de cette économie circulaire institutionnalisée s'appuie par ailleurs sur de nombreuses initiatives informelles préalables à Abidjan, ainsi que sur des entreprises existant depuis des années (Recyclage.CI fut par exemple fondé par El Assaad Abdul Rahmane).

Ce projet est lié au secteur de l'agro-alimentaire à travers un partenariat avec le Centre d'Excellence Africain pour la Valorisation des déchets en produits à haute valeur ajoutée (CEA-VALOPRO) : celui-ci co-pilote avec l'IECA le projet ECOCIR grâce au soutien de la Banque Mondiale, le projet étant financé par l'Agence Française de Développement (AFD) en 2019. Il se propose de développer en Afrique un pôle d'expertise et d'innovation sur la valorisation des déchets.

Enfin, les innovations sur le secteur de l'ESS sont ici également liées aux politiques de l'emploi : l'Université d'Aix-Marseille, l'EDDEC au Québec et l'Université Tongji à Shanghai ont signé une convention afin de participer à la formation aux métiers de l'économie circulaire à Abidjan. Des promoteurs de programmes d'initiation à l'économie circulaire en milieu scolaire sont également liés au projet, tels que l'ONG Green Art, Lindkey Formation, Graphica Ivoire ou encore les représentants de la Direction des enseignements du District Autonome d'Abidjan.

### *Quels sont les instruments d'action publique déployés ?*

La délégation de l'INEC, lors de la création de l'institut d'Abidjan, a eu l'occasion de rencontrer le vice-président de la Côte d'Ivoire, le président du Sénat ainsi la Ministre de l'assainissement et de la salubrité (le ministère comporte notamment un Secrétariat Permanent des Observatoires Nationaux de la Salubrité urbaine et de la lutte contre les nuisances, ainsi qu'une Brigade de l'Assainissement et de la Salubrité). Le Ministère de l'environnement et du développement durable était également présent. Il comporte en effet plusieurs structures sous tutelle du ministère telles que l'Agence nationale de l'environnement chargée de coordonner les projets ayant un objectif de respect environnemental, de gestion du budget ainsi que l'évaluation des politiques macroéconomiques. Dans le même temps, le Centre Ivoirien Antipollution est chargé de la gestion des déchets ainsi que de la réalisation d'un bilan de pollution. Cependant, il n'existe pas de ministre spécialisé dans l'ESS à ce jour au sein du gouvernement ivoirien.

Ce projet s'inscrit dans le tissu économique d'Abidjan. Le Port Autonome d'Abidjan, qui représente 90% des échanges extérieurs du pays, la CGECI, Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire, l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire et le Club Abidjan Ville Durable ont signalé être prêts à soutenir le projet.

L'Etat ivoirien avait déjà procédé à la création d'une délégation du service public de propreté à Abidjan en 2017 : deux opérateurs avaient ainsi été retenus suite à un appel d'offres international afin de construire des centres de transfert et des postes de groupage respectant les exigences environnementales et sanitaires du gouvernement ivoirien (par exemple, à Treichville). Un opérateur pour créer un centre d'enfouissement technique fut également désigné par le ministère en charge de la salubrité.

Plus récemment au niveau local, une caravane de sensibilisation a circulé à Abidjan à l'occasion de la Journée Mondiale de l'environnement, le 5 juin 2023, et les entreprises, collectivités et start-ups de la société civile luttant contre la pollution plastiques ont pu exposer leurs solutions lors de l'Africa CEO Forum (une réunion de dirigeants d'entreprises). Au niveau régional, la Côte d'Ivoire est un des 15 pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ayant convenu en 2020 d'interdire les emballages plastiques à l'horizon 2025.

Enfin, dans le cadre de ce projet, les responsables ont organisé une rencontre avec ARDCI, l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire ainsi que BICICI, la Banque internationale pour le Commerce et l'Industrie en Côte d'Ivoire.

### **III - L'évaluation des politiques publiques**

Il n'y a actuellement pas d'évaluation d'impact disponible concernant les politiques publiques mises en place par Abidjan pour lutter contre la pollution plastique. Pour mieux comprendre les

effets et conséquences du forum Eco-Cir sur la structuration de l'ESS et de l'économie circulaire, nous avons donc choisi d'interroger des acteurs locaux (Fabrice Balou - Président de la Plateforme des organisations de Jeunesse de Toulepleu et relai du GSEF- et Jean Jacques Yapo), qui ont pu nous éclairer sur les différents points qui vont suivre.

### *Effets et impacts du forum Eco-Cir*

Peu de changements concrets sont actuellement observables depuis la fin du forum Eco-Cir. Aucune loi-cadre de l'ESS n'a pu être votée et aucun accord de quelque sorte n'a abouti suite à ce forum. Les acteurs sont dans une phase de transition et de réflexion. Le gouverneur d'Abidjan M. Robert Beugré Mambé (à l'initiative de la mise à l'agenda) a été nommé Premier Ministre de Côte d'Ivoire au 17 octobre 2023 (soit une journée avant le début d'Eco-Cir), ce qui peut laisser présager une implication nationale future plus importante dans la lutte contre la pollution et l'insalubrité. D'autres changements sont à noter, tel que l'ajout des termes "transition écologique" dans la dénomination du ministère de l'environnement, en encore la création d'un nouveau poste de dépense national alloué au "cadre de vie", géré par un nouveau poste de délégué.e ministériel.le affilié.e.

Nous pouvons donc dire que l'objectif premier du forum d'Eco-Cir, qui était de promouvoir et permettre une meilleure prise de conscience de l'ensemble des acteurs de l'urgence de réduire les déchets plastiques a abouti. L'effort de gouvernance et de co-travail entre les acteurs.rices privés.es et publics marque une nouvelle étape vers les objectifs finaux.

### *Réalisation des ODD*

Certaines des initiatives plus anciennes ont déjà reçu des financements de la part de l'ONU. C'est par exemple le cas d'une usine créant des briques à partir de déchets plastiques, installée à Abidjan en 2019, qui a contribué aux ODD 8 et 9, liés au travail décent et aux innovations, mais aussi aux ODD 4, 10 et 17, grâce à la création d'une école.

Cependant, Eco-Cir est une initiative très récente qui n'a pas reçu de financement international, seul le programme VALOPRO a été aidé par la Banque Mondiale et l'AFD. Mais elles ne sont pas encore assez implantées, et n'ont pas un impact assez fort pour prétendre à des aides auprès de l'ONU. Au vu des volontés d'agir sur une économie sociale et solidaire multisectorielle, Eco-Cir et les programmes qu'il structure remplissent déjà, ou ont pour objectif de remplir de multiples ODD. CEA-VALOPRO et Recyclage.CI sont deux initiatives qui mettent en avant la réduction des déchets, très présents à Abidjan, en créant des emplois durables. Il est donc possible ici de voir l'aboutissement de la réalisation des ODD en lien avec l'écologie que sont les objectifs 13 à 15, mais aussi ceux en rapport avec un travail décent et des innovations durables, c'est-à-dire les ODD 1, 8, 9 et 11. Il est aussi possible d'ajouter à la finalité de la lutte contre le réchauffement climatique, les objectifs 4 et 17, liés à l'éducation et à la coopération entre plusieurs programmes, grâce à la circulation d'une caravane de sensibilisation pour la journée mondiale de sensibilisation à l'environnement. Cet ODD 17 est aussi beaucoup valorisé par le forum en organisant des rencontres avec de multiples acteurs tels que ARDCI, BICICI ou l'Africa CEO forum. Par ailleurs, les partenariats pour la réalisation des objectifs se retrouvent associés avec l'objectif 8 et les emplois décents, grâce à la mise en place d'une formation aux métiers de l'économie circulaire en partenariat avec de nombreuses universités. Enfin, selon les organisateurs du forum, une volonté forte d'inclure les femmes et de pousser à l'égalité tant dans

l'administration que chez les acteurs présents sur le terrain pourrait faire valoir la réalisation de l'ODD 5.

*Limites au développement de nouvelles politiques publiques :*

Abidjan rencontre deux principales limites au développement de nouvelles politiques publiques ou de projets plus ambitieux. La première limite est celle des ressources financières. En effet, les ressources dépendent actuellement principalement du budget public d'Abidjan et de la participation ponctuelle de certaines entreprises. Toutefois, des réflexions et procédures sont en cours afin de contracter des financements privés et des crédits venant de fonds monétaires internationaux.

La deuxième limite est celle de la recherche. Les précédentes sessions du forum des jeunes leaders sur l'ESS semblent en effet avoir montré le potentiel d'innovation de la jeunesse ivoirienne. Toutefois le manque de chercheurs et d'experts empêche les entreprises de se concrétiser. Plusieurs solutions sont en cours de négociation : la première serait la création d'incubateurs d'entreprises sociales et solidaires pour épauler à la construction de start-ups; la deuxième est l'ouverture de nouveau partenariat avec des universités internationales pour permettre aux étudiants ivoiriens d'acquérir des connaissances plus variées. L'investissement dans la jeunesse et l'emploi semble donc être l'objectif principal à venir, d'autant plus qu'environ 70% de la population ivoirienne est considérée comme jeune, et donc potentiellement attirée vers ces secteurs.

### **Bibliographie**

– Congrès AIMF, "Renouveler les liens entre la nature, les sociétés humaines et les villes : une voie pour maîtriser les risques et conjurer les peurs", *Atelier économie circulaire et économie sociale et solidaire*, juin 2022

<https://www.aimf.asso.fr/wp-content/uploads/2022/09/Synthese-atelier-ESS-EC.pdf>

- Eco-Cir Abidjan 2023  
<https://www.aimf.asso.fr/wp-content/uploads/2022/09/Synthese-atelier-ESS-EC.pdf>
- Institut National de l'Économie Circulaire, "L'INEC implante le 1er Institut de l'Économie Circulaire en Afrique de l'Ouest", 2019  
<https://institut-economie-circulaire.fr/wp-content/uploads/2019/03/notes-inec-abidjan-v3-1.pdf>
- Institut National de l'Économie Circulaire, "Qu'est-ce que l'économie circulaire ?"  
<https://institut-economie-circulaire.fr/economie-circulaire/>
- ONU-Habitat, "Rapport : Côte d'Ivoire - Abidjan", 2022  
[https://unhabitat.org/sites/default/files/2022/07/abidjan\\_fr.pdf](https://unhabitat.org/sites/default/files/2022/07/abidjan_fr.pdf)
- UN environmental Programm, "La Côte d'Ivoire veut en finir avec la pollution plastique", 2023.  
URL : <https://www.unep.org/fr/actualites-et-recits/recit/la-cote-divoire-veut-en-finir-avec-la-pollution-plastique>



Global Forum  
for Social and Solidarity  
Economy



INTERNATIONAL

- UNICEF, “ Côte d’Ivoire : l’UNICEF pose la première pierre d’une usine de briques en plastique recyclé, unique en son genre en Afrique”, 2019. URL : <https://www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/c%C3%B4te-divoire-lunicef-pose-la-premi%C3%A8re-pierre-dune-usine-de-briques>